

# La mafia comme expression endogène de l'accumulation du capital <sup>1</sup>

Carlo Vercellone <sup>2</sup> et Didier Lebert <sup>3</sup>

INTRODUCTION : FORME SOCIO-ECONOMIQUE MAFIA ET CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE .....	3
1 - LA FORME SOCIO-ECONOMIQUE MAFIA DANS LA DYNAMIQUE DU CAPITALISME : UNE GRILLE DE LECTURE MARXO-BRAUDELIENNE.....	7
2 - ONZE THESES SUR CE QUE N'EST PAS LA MAFIA ET SUR CE QUE LA MAFIA EST : UNE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE.....	10
2.1 - <i>Genèse et essence de la mafia-entreprise</i> .....	10
Thèse 1. La mafia n'est pas une forme traditionnelle de criminalité organisée, mais une forme socio-économique structurellement orientée vers l'accumulation du capital.....	10
Thèse 2. La mafia, à son origine, est une forme organisée d'une bourgeoisie en voie d'émergence : le prototype de la mafia agraire est la bourgeoisie des enclosures.....	11
Thèses 3 à 6. Pour une mise en perspective historique de la mafia-entreprise en Italie.....	14
Thèse 7. La mafia n'est pas un anti-Etat, mais une composante des classes dirigeantes conduisant dans les appareils périphériques et centraux une lutte économique et politique pour l'hégémonie et la sauvegarde des conditions de développement de l'accumulation mafieuse.....	18
Thèse 8. La notion de mafia-entreprise ne peut pas être résumé par l'une de ses articulations : l'industrie de la protection.....	21
2.2 - <i>La mafia-entreprise entre tradition et modernité</i> .....	22
Thèse 9. La combinaison entre tradition et modernité capitaliste a été dès son origine l'un de levier de la reproduction et de la cohésion interne de la mafia-entreprise.....	23
Thèse 10. L'essor contemporain de la mafia-entreprise industrielle ne résulte pas du développement de l'économie de la drogue.....	24
POUR CONCLURE.....	31
Thèse 11. l'entrepreneur mafieux n'est pas un "Schumpeter à la Kalachnikov".....	31
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE.....	33

---

<sup>1</sup> Contribution aux journées d'étude sur la mafia des 5 et 6 juillet 2001, Matisse-ISYS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Matisse – ISYS, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne.

<sup>3</sup> Matisse – Crifes, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne.

– Résumé –

Cet article se propose de développer une grille de lecture susceptible d’appréhender la mafia comme une forme endogène de la dynamique du capitalisme. Dans cette démarche, cette contribution s’articule en deux parties.

Dans la première partie, après avoir mis en évidence les obstacles épistémologiques qui semblent encore interdire à la théorie économique une analyse rigoureuse et conséquente de la forme socio-économique mafia, sont posés, à la suite de Marx et Braudel, les jalons d’une approche qui l’appréhende comme l’expression structurelle des méthodes de l’accumulation dite primitive du capital.

Dans la deuxième partie, cette approche est étayée par l’énonciation de différentes thèses par lesquelles, en combinant théorie et histoire, est proposée une analyse de la continuité et des ruptures de la forme socio-économique mafia dans la dynamique longue du capitalisme italien.

Catégories JEL : B4 ; B51 ; N93 ; N94 ; P16

## **Introduction : Forme socio-économique mafia et critique de l'économie politique**

L'exigence d'une approche capable d'intégrer la problématique de la forme socio-économique mafia dans l'histoire et la théorie économiques est d'autant plus forte que de nombreux obstacles épistémologiques semblent encore aujourd'hui en interdire une analyse rigoureuse et conséquente, à même de la cerner comme une expression endogène de la dynamique du capitalisme.

Ces difficultés trouvent leur origine dans la manière même dont les pères fondateurs de l'économie politique ont construit une représentation des lois naturelles du fonctionnement de l'économie qui fait abstraction de l'histoire et de la transformation des rapports sociaux. Ainsi, le capitalisme, selon les classiques, se serait construit comme un processus naturel à partir de la propension naturelle des individus à l'échange. C'est par une évolution spontanée, que de l'expansion du marché aurait résulté le développement parallèle de la division (technique et sociale) du travail et de celle de la société en deux classes sociales : les individus disposant des avances nécessaires à la mise en place du processus de production d'une part, et les individus, séparés de leurs moyens de productions et des subsistances, se trouvant contraints à vendre leur travail. C'est donc par une démarche axiomatique que la méthode dominante en économie politique explique la genèse et les normes de fonctionnement de l'économie de marché à partir d'une société conçue comme une simple agrégation d'individus supposés autonomes, libres et égaux. Ceux-ci auraient trouvé sur le marché le moyen naturel, pacifique et le plus efficace de coordination de leurs activités, en bannissant les pratiques prédatrices d'un hypothétique état primitif et pré-économique de la société.

Aussi cette vision normative et idyllique de l'origine et de l'essence du capitalisme repose-t-elle en définitive sur le refoulement de la violence et du caractère parasitaire des mécanismes propre à l'accumulation *primitive* ou *initiale* du capital<sup>4</sup>. Cette évacuation plonge

---

<sup>4</sup> C'est-à-dire de cette phase constitutive du capitalisme qui pour reprendre l'expression ironique de Marx, joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel en théologie. Marx définit de cette manière la problématique de l'accumulation primitive ou initiale du capital : « *Nous avons vu comment l'argent est transformé en capital, comment, avec le capital, on fait de la survaleur, et, à partir de la survaleur, davantage de capital. Cependant l'accumulation du capital présuppose la survaleur, la survaleur la production capitaliste, laquelle présuppose à son tour la présence de masses importantes de capital et de force de travail entre les mains de producteurs de marchandises. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux dont nous ne sortons qu'en supposant une accumulation "initiale" antérieure à l'accumulation capitaliste ("previous accumulation" chez Adam Smith), une accumulation qui n'est pas le résultat du mode de production capitaliste, mais son point de départ* » (Marx [1993], p.803). Or, poursuit Marx, « ... chacun sait que dans l'histoire réelle le premier rôle est tenu par la conquête, l'asservissement,

ses racines dans la philosophie politique libérale du contrat social dans le socle de laquelle s'est formé le corpus de l'économie politique. Elle se concrétise en quatre postulats qui continuent à jouer un rôle important dans les paradigmes théoriques dominants d'interprétation du phénomène mafieux :

1. Le marché est l'institution qui aurait soustrait l'activité économique et la recherche de l'enrichissement personnel à l'empire de la violence immédiate, en garantissant l'échange pacifique d'équivalants et la coordination des activités individuelles
2. La propriété privée serait issue du travail et de l'épargne individuels et, de toute manière, de méthodes licites et légales d'enrichissement<sup>5</sup>.
3. Le profit trouverait sa source et sa légitimité dans un ensemble de qualités entrepreneuriales qui, quoique disparates (attitude au risque, à l'innovation, capacité d'assurer la coordination et la combinaison efficace des facteurs de production), ont comme dénominateur commun implicite d'exclure les méthodes prédatrices d'enrichissement. Un corollaire important de ce postulat est le suivant : la figure de l'entrepreneur devient par essence celle d'un entrepreneur pacifique. Cette vision idyllique et pacifique de l'entrepreneur s'affirme pleinement avec les économistes classiques<sup>6</sup> et trouvera sa rationalisation la plus explicite dans la conception culturaliste et éthique de l'entrepreneur weberien incarnant « *l'esprit du capitalisme* ».
4. Le fonctionnement normal d'une économie de marché reposerait sur une stricte démarcation des fonctions et des prérogatives respectives de la sphère du politique et non marchande de l'Etat, d'une part, et de la sphère marchande de l'économie et de la société civile, d'autre part. Ce quatrième postulat trouve lui aussi son origine dans la théorie du contrat social selon laquelle c'est dans un même mouvement qui aurait émergé les institutions de l'Etat de droit et le marché, le premier étant censé protéger le

---

*le crime et le pillage, en un mot par la violence. Dans la suave économie politique, c'est l'idylle qui a toujours régné. Droit et "travail" furent de tout temps les uniques moyens d'enrichissement, exception faite chaque fois naturellement de cette "année-là". En réalité, les méthodes de l'accumulation initiale du capital sont tout ce qu'on voudra sauf idylliques » (p. 804).*

<sup>5</sup> Notons que l'idée de la propriété privée issue du travail provient de la philosophie politique classique où les débats sur l'origine de la propriété sont concomitants avec ceux sur l'origine du contrat social. L'économie politique reprendra ce postulat sans plus l'interroger car, comme le note Marx, « *La propriété privée est un fait dont l'explication n'est pas l'affaire de l'économie politique, mais qui en constitue la base.* » (Marx cité dans Labica et Bensussan [1985, p. 935]).

<sup>6</sup> L'appréciation positive de la figure de l'entrepreneur est en effet contemporaine des économistes classiques. Jusqu'au début du XVII<sup>ème</sup> siècle, comme le font remarquer Boutillier et Uzunidis [1995], l'entrepreneur était considéré comme un individu se livrant à des activités spéculatives et en Angleterre même « *l'équivalent du mot entrepreneur [jusqu'à cette période] est undertaker ou parfois adventurer. On parle volontiers de merchants adventurers* » (p. 9).

fonctionnement normal du deuxième dans sa fonction de socialisation de l'activité économique des individus. Il en résulte la distinction normative entre deux sphères :

- la sphère de *l'univers marchand et de l'argent de la société civile*. Grâce à l'institutionnalisation du marché, la poursuite égoïste de l'intérêt individuel trouverait son expression "pacifique", dans un cadre normalisée où le *droit à la propriété, à l'enrichissement personnel et à la sécurité ne sont plus l'attribut de la force mais de la loi* (Rosanvallon [1981]).
- la sphère du *pouvoir politique et de la non négociabilité*. La sphère de l'Etat, et plus largement celle du politique, bien qu'issue de la société civile, serait régulée par des normes opposées à celles du marché afin d'en assurer le fonctionnement efficace. Les rapports entre les sujets de la société civile et les détenteurs de pouvoir sont donc censés être régis par des procédures légales-formelles inverses à celles du marché. C'est à dire fondés sur des critères universels d'*automaticité*, ou de toute manière sur des procédures soumettant le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires de l'Etat à des règles qui prévoient les qualités suivantes : la *non négociabilité, l'intérêt collectif, la transparence, le caractère public et la certitude du droit*<sup>7</sup>. Le corollaire direct de cette proposition est : « ... le maniement de l'argent est strictement contrôlé et réglementé. Les prélèvements effectués par le pouvoir doivent être justifiés par des prestations rendues à la société. Le seul enrichissement légitime doit être réalisé dans l'ordre marchand. Toute rente, acquise par la violence ou fondée sur la "marchandisation" d'une position de pouvoir, est jugée illégitime », (Frémeaux et Lopez [1992]).

---

<sup>7</sup> La thèse postulant l'existence d'une distinction nette entre la logique du pouvoir politique et celle de l'argent de la société civile a représenté le paradigme inéchangeable quant à ses principes que la théorie économique a utilisé pour l'analyse du rapport entre Etat et marché. Et ce par delà la divergence des points de vue que les divers courants de la pensée orthodoxe ont exprimé quant à la capacité d'autorégulation du marché ainsi que sur le sens des transformations historiques qui, de l'Etat protecteur à l'actuelle crise de l'Etat providence, ont conduit à une intervention étatique de plus en plus étendue dans la régulation de l'économie. Le point de départ légendaire de la philosophie libérale du contrat social est alors un originel « *état primitif* », pré-économique et pré-capitaliste, marqué par une violence et une insécurité diffuse. La suite de la légende raconte alors qu'un beau jour, las de l'insécurité et de la logique prédatrice de l'état primitif, les hommes, les travailleurs propriétaires auraient noué entre eux un pacte grâce auquel ils se seraient métamorphosés en citoyens-propriétaires et en *homo economicus* rationnels du modèle canonique de l'Etat de "droit" libéral et de l'économie de marché.

L'incapacité d'assurer cette transition serait ainsi à l'origine d'une société restée dans un stade primitif antérieur à celui du contrat social selon un stéréotype sur bien des aspects semblable à celui utilisé, en Italie, pour caractériser le modèle économique mafieux qui affecterait la société méridionale. Ce dernier résulterait des défaillances d'un l'Etat demeuré incapable de jouer son rôle de protecteur du marché, en assurant la transparence des échanges et la stabilité des droits de propriété. C'est notamment l'une des hypothèses à la base de la théorie qui fait uniquement de la mafia une industrie de la protection, par une démarche réductrice et qui néglige justement la manière dont cet insécurité généralisée résulte non de l'absence de

Pour résumer, les postulats fondateurs de l'économie politique et la philosophie politique libérale du contrat social convergent pour faire de l'Etat protecteur et du marché les institutions qui soustraient les termes de l'activité économique à l'empire de la violence immédiate tout en légitimant et en garantissant les droits de propriété issus, en dernière instance, du travail.

Dans ce cadre, l'entreprise mafieuse, ainsi que les différentes formes prédatrices et/ou criminelles propres à l'accumulation dite initiale du capital, ne peuvent être considérées que comme des produits de la violation des lois du marché ou bien, de toute manière, d'une société restée à la marge du développement capitaliste.

Finalement, on comprend bien que, sur la base de ces références, la mafia tend à être appréhendée que comme le produit de forces socio-économiques et de modèles culturels incompatibles avec les valeurs et l'éthiques du capitalisme et les normes censées régir un rapport normal entre la sphère de la société civile et du marché, d'une part, et celle de l'Etat, d'autre part. Son emprise sur des pans entiers de l'économie ne peut être présentée qu'à la manière d'un choc exogène qui aurait conduit à la résurgence de pratiques d'enrichissement propres à un stade antérieur au contrat social à l'origine des institutions de l'Etat-protecteur et du marché. La solution du problème représenté par la mafia demeure ainsi conçue essentiellement à partir d'un rétablissement du monopole de la violence légitime de l'Etat et/ou de la régénérescence d'une société civile restée imperméable aux valeurs et à l'éthique du capitalisme<sup>8</sup>.

Pour dépasser ces limites épistémologiques de la théorie économique à rendre compte de la mafia comme une expression interne de la dynamique du capitalisme, nous pensons qu'il est nécessaire de renouer avec la méthode de la critique de l'économie politique. Dans cette perspective, cette contribution s'articulera en deux parties. Dans la première partie, nous tâcherons, à la suite de Marx et de Braudel, de poser certains jalons méthodologiques d'une analyse qui appréhende la mafia comme une forme endogène de l'accumulation du capital.

---

l'Etat mais de la violence même par laquelle ce dernier impulse la transformation en sens capitaliste des rapports de propriété. Mais on y reviendra.

<sup>8</sup> La théorie néoclassique, notamment à la suite de Becker, a essayé d'étendre son approche à l'analyse des activités illégales en appliquant le paradigme de l'*homo economicus* selon lequel un individu choisit de violer la loi ou une norme morale si l'utilité que lui procure cette violation dépasse celui auquel il peut aspirer s'il consacre son temps et ses ressources aux activités licites et légales. Mais notons d'emblée que cette démarche microéconomique évacuant le temps historique et les rapports sociaux n'est pas d'un grand apport pour comprendre la dimension macroéconomique et sociale propre aux phénomènes mafieux. En outre, le modèle de Becker « *suppose un comportement individuel autonome qui peut avoir une certaine pertinence pour les activités criminelles mineures mais qui ne peut s'appliquer aux organisations illégales car il ne prend pas en compte les relations qui qualifient une activité complexe* » (Rey, cité par Santino [1995], p. 107).

Dans la deuxième partie, nous explorerons la portée heuristique de cette grille de lecture par une mise en perspective historique du cas italien. Dans cette démarche, nous tâcherons de remettre en cause nombreux stéréotypes sur l'origine de la mafia légués par la littérature traditionnelle, tout en livrant quelques éléments d'interprétation concernant son évolution actuelle.

### **1 - La forme socio-économique mafia dans la dynamique du capitalisme : une grille de lecture marxo-braudelienne**

L'approche que nous proposons vise donc à considérer la forme socio-économique mafia, non comme une violation des lois du marché, mais comme une forme endogène de l'accumulation du capital. Plus précisément, nous pensons que, sur biens des aspects, la forme socio-économique mafia est l'expression de la persistance structurelle des méthodes de l'accumulation initiale du capital. Dans cette perspective, nous nous appuyerons, tant d'un point de vue théorique que historique, sur l'analyse de la dynamique du capitalisme développée par Braudel et par Marx.

De Braudel, nous retiendrons l'enseignement selon lequel le capitalisme est une vieille histoire qui traverse et enjambe la première révolution industrielle en adaptant constamment ses formes de domination. Ce qui revient à dire que, contrairement à la thèse de Weber, rien n'existe de plus faux que l'axiome qui établit une adéquation entre l'essence du capitalisme et sa forme ou vocation légale et productive. Mieux encore, pour Braudel, le véritable capitalisme se manifeste par une violation systématique des lois du marché idéalisées par l'économie politique<sup>9</sup>. En somme, pour reprendre son expression, le domaine par excellence du capitalisme est une zone de « contre-marché », dans lequel domine « le règne de la débrouille et le droit du plus fort. C'est là que se situe par excellence le domaine du capitalisme – hier comme aujourd'hui, avant comme après la révolution industrielle » (Braudel [1979], t. II, p. 197).

Dans cette optique, « *l'esprit du capitalisme* » n'est pas une catégorie définissable par une finalité ou une éthique transcendant la logique de valorisation du capital-argent, mais

---

<sup>9</sup> « Les règles de l'économie de marché qui se retrouvent à certains niveaux, telles que les décrit l'économie classique, jouent beaucoup plus rarement sous leur aspect de libre concurrence dans la zone supérieure qui est celle des calculs et de la spéculation. Là commence une zone d'ombre, de contre-jour, d'activité d'initiés que je crois à la racine de ce que l'on peut comprendre sous le mot de capitalisme, celui-ci étant une accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de force autant et plus que sur la réciprocité des besoins) un parasitisme social inévitable ou non, comme tant d'autres. dès qu'on s'élève

renvoie à une force pure de l'accumulation pour l'accumulation. Cette force obéit à une pulsion indifférente aux caractères positif ou négatif des externalités que cette logique d'accumulation engendre.

Ces propositions de Braudel rejoignent et enrichissent la critique marxienne des mythes de l'économie politique concernant la prétendue accumulation primitive du capital. Elles remettent notamment en cause les postulats selon lesquels, d'une part, la propriété privée serait issue du travail individuel et, d'autre part, le marché, comme le « *doux commerce* » de Montesquieu, soustrairait les termes de l'activité économique à l'empire de la violence immédiate.

C'est ainsi que Marx, par une image qu'on pourrait aujourd'hui appliquer parfaitement à l'ascension des entrepreneurs mafieux, nous rappelait que « *le capitaliste ne devient pas capitaliste parce qu'il est un dirigeant d'entreprise industrielle* », au sens de Weber par exemple, « *mais il devient un donneur d'ordre industriel parce qu'il est capitaliste. Le haut commandement dans l'industrie devient un attribut du capital, comme à l'époque féodale, le haut commandement dans des choses de la guerre et de la justice était un attribut de la propriété foncière* » (Marx [1993], p. 374).

En réalité, la simple observation empirique de l'histoire est suffisante pour constater comment les pratiques de l'accumulation dite extraordinaire du capital, au sens de Weber, sont bien loin d'appartenir à une époque révolue et d'avoir été remplacées par les méthodes de l'accumulation ordinaire du capital<sup>10</sup>.

Finalement, si la période de l'accumulation « primitive ou initiale » du capital peut être considérée *ex post* comme une sorte de "pré-histoire" du capitalisme (par rapport au modèle issu de la première révolution industrielle), cela n'a de sens que dans une optique semblable à celle qu'aura, par exemple dans la conception freudienne, la découverte du rôle structurant de l'enfance et de son refoulement dans l'homme adulte. En fait, l'approche freudienne rompt avec toute conception évolutionniste qui établirait un processus conduisant par étapes de l'enfance à la maturité, de l'inconscience vers une personnalité fondée sur le principe d'une

---

*dans la hiérarchie des échanges c'est le second type d'économie qui prédomine et dessine sous nos yeux une "sphère de circulation" évidemment différente ... »* (Braudel [1979], t. II, p. 8).

<sup>10</sup> Pour Weber, ce qui caractérise l'esprit du capitalisme est en fait le dépassement d'une pure logique d'accumulation pour l'accumulation du capital, une rupture avec « *l'état d'esprit de l'aventurier qui se rit de toute limitation éthique ...* » (Weber [1967], p.59) selon une attitude qui représenterait même « *l'un des obstacles majeurs auxquels s'est toujours heurtée l'adaptation des hommes aux conditions d'une économie selon l'ordre capitaliste bourgeois* » (pp.59-60). Les méthodes d'enrichissement propre à l'accumulation extraordinaire du capital étaient ainsi considérées par Weber comme inconciliables avec l'esprit et l'éthique du vrai capitalisme dans lequel « *la force dominante qui détermine l'activité économique [serait devenue]*

rationalité consciente et maîtresse de ses pulsions. De la même manière, nous pensons que les méthodes dites extraordinaires de l'accumulation initiale du capital, refoulés par l'inconscient collectif de l'économie politique, ne représentent pas une pré-histoire de l'économie capitaliste. Il en sont par contre une composante structurelle qui traverse et s'imbrique à toutes les phases du développement capitaliste<sup>11</sup>.

C'est aussi pourquoi, à la suite de Santino et La Fiura (1990), le rôle de la forme socio-économique mafia dans la dynamique du capitalisme doit être appréhendé sur la base d'une approche multidimensionnelle et polymorphe du fonctionnement d'une économie du marché. Cette dernière combine toujours, bien qu'en des proportions variables, les dimensions officielles/légales et les dimensions informelles, illégales et violentes. Aussi le sens du concept d'économie multidimensionnelle et polymorphe ne doit-il être pas compris de manière réductrice. Il ne se borne pas à la mise en évidence d'une logique de valorisation fondée sur des marchés et des produits illégaux qui se situerait à côté du secteur de l'économie légale et officielle. Ce concept désigne également l'activité d'entreprises qui, tout en opérant dans l'économie formelle, ont recours à des instruments "hors norme" (menace, violence, et corruption) de régulation du rapport salarial et des rapports de concurrence.

Le caractère structurel et socialement organisé de cette interpénétration du formel et de l'informel, du licite et de l'illicite, du légal et de l'illégal, constitue le trait principal de ce que nous désignons par « mafia-entreprise ». Compte tenu de cette dimension par essence multidimensionnelle de l'accumulation mafieuse, nous pouvons également affirmer que la distinction souvent opérée entre les concepts de mafia-entreprise (c'est-à-dire d'une rationalité entrepreneuriale mise en œuvre dans les marchés illicites) et d'entreprise mafieuse (important dans les activités légales les méthodes violentes et les capitaux provenant d'activités criminelles) perd beaucoup de sa pertinence. La mafia-entreprise, d'un point de vue économique, se présente d'emblée comme une réalité unique et englobante.

---

*l'utilisation rationnelle du capital dans une entreprise permanente et l'organisation rationnelle capitaliste du travail* » (p.59).

<sup>11</sup> Dans une note du *Capital*, Marx illustre, avec humour, ce propos. « *Le capital fuit le tumulte et les conflits. Il est peureux de nature. Cela est vrai, mais n'est pourtant pas toute la vérité. Le capital a horreur de l'absence de profit ou de très petits profits comme la nature a horreur du vide. Quand le profit est adéquat, le capital devient audacieux. Garantissez-lui 10 %, et on pourra l'employer partout ; à 20 %, il s'anime ; à 50 %, il devient carrément téméraire ; à 100 %, il foulera aux pieds toutes les lois humaines ; à 300 %, il n'est pas de crime qu'il n'osera commettre, même s'il encourt la potence ...* » (Marx [1993], pp. 853-854).

## **2 - Onze thèses sur ce que n'est pas la mafia et sur ce que la mafia est : une mise en perspective historique**

La deuxième partie de cette contribution est consacrée à explorer la portée heuristique de la grille de lecture qui vient d'être esquissée à la lumière de l'analyse du cas italien. Dans cette perspective, nous procéderons par l'énonciation de différentes thèses théoriques susceptibles de contribuer à comprendre la genèse et l'essence du phénomène mafieux (section 1) et, sur cette base, de rendre compte des transformations actuelles de la mafia-entreprise (section 2).

### 2.1 - Genèse et essence de la mafia-entreprise.

Thèse 1. La mafia n'est pas une forme traditionnelle de criminalité organisée, mais une forme socio-économique structurellement orientée vers l'accumulation du capital.

Un élément essentiel de distinction de la mafia de toute autre forme de criminalité organisée consiste en la manière dont son activité s'inscrit dans la logique de circulation de l'argent et des marchandises.

Pour aborder cet aspect, nous partirons de la distinction de Marx entre la circulation simple des marchandises (M-A-M) et la formule générale du capital (A-M-A'). Dans les formes traditionnelles de criminalité organisée, l'activité illégale a toujours pour but essentiel la consommation, peu importe si cet objectif est réalisé par le prélèvement direct d'une somme d'argent (A-M) ou par la production et/ou la vente d'une marchandise (M-A-M). La forme socio-économique mafia, quant à elle, s'inscrit dans la logique de la circulation de l'argent en tant que capital, et décline les différentes formes de l'accumulation du capital : du circuit court A-A', caractéristique du capital financier et usurier, au circuit long du capital marchand A-M-A' et du capital productif.

L'analyse du développement et des transformations historiques successives de la Mafia en Italie, de la première mafia-agraire jusqu'à la moderne mafia holding financière du post-fordisme, nous montrera que sa reproduction et sa force d'adaptation repose justement sur la capacité de décliner et de combiner l'ensemble de ces formes d'accumulation.

En somme, ce qui différencie la mafia de toute autre forme de criminalité (plus ou moins) organisée, c'est d'être, au niveau même de la gestion de l'illégalité et du crime, une pratique

régie par une rationalité économique fondée sur la recherche de la maximisation du profit. En ce sens, la mafia, dans son essence même, se présente sous la forme capitaliste de la mafia-entreprise.

Thèse 2. La mafia, à son origine, est une forme organisée d'une bourgeoisie en voie d'émergence : le prototype de la mafia agraire est la bourgeoisie des enclosures.

La première caractéristique de la forme socio-économique mafia est d'être une expression entrepreneuriale directement issue des mécanismes de constitution historique du capitalisme. Elle incarne le rôle clé joué par la reproduction, dans le temps et dans l'espace, des méthodes dites extraordinaires de l'accumulation du capital dans la formation de la propriété privée et dans l'appropriation des richesses. Ce constat reste fondé même si, par rapport à la forme classique qu'elle a prise en Italie, son déploiement prend des colorations différentes selon les pays et les époques historiques.

En ce sens, la figure de *l'entrepreneur mafieux* contredit tant d'un point de vue théorique qu'historique les visions qui assimilent l'essence du capitalisme à une révolution technologique et font de l'entrepreneur le démiurge de la transformation des forces productives.

La figure de *l'entrepreneur mafieux* vient en effet nous rappeler que le capital se présente avant tout comme un *pur rapport social*, c'est-à-dire une forme sociale d'appropriation des moyens de production et de commandement sur le travail historiquement antérieure à toute forme matérielle inscrite dans la structuration technique de la production et fondée sur le savoir et la maîtrise webérienne de « *l'organisation rationnelle capitaliste du travail (formellement) libre* » (Weber [1967], p. 15). Autrement dit, il n'existe aucun lien direct entre la nature capitaliste d'un agent économique (ou groupe d'agents) et sa capacité ou volonté de déterminer les conditions de la croissance économique et du développement.

Ces observations sur le rapport entre mafia et "esprit du capitalisme" remettent en question les propos de certains théoriciens de la Mafia selon lesquels la forme socio-économique mafia définirait « *un type d'entrepreneurialité qui n'a rien à voir avec l'entrepreneurialité capitaliste car à la différence de cette dernière elle n'est pas en mesure de produire croissance économique et développement* » (Catanzaro [1988], pp. 205-206). De ce point de vue, l'analyse de l'accumulation initiale du capital nous livre quelques enseignements majeurs concernant le rapport entre entrepreneurialité capitaliste et entrepreneurialité mafieuse. Les protagonistes du développement du « *capitalisme de l'occident moderne* »

furent, dans leur grande majorité, des figures qui ont très peu eu à voir avec le "portrait" de l'entrepreneur décrit par Weber, « *des hommes avant tout sobres et sûrs, perspicaces, entièrement dévoués à leur tâche, professant des opinions sévères et des stricts "principes" bourgeois* » (Weber [1967], p. 72), et alliant la recherche de l'enrichissement individuel à une légitimité fondée sur la compétence, la modération et le respect scrupuleux des normes morales et juridiques<sup>12</sup>.

Le "portrait robot" de l'entrepreneur qui fait son ascension au sommet du pouvoir économique a souvent été très ressemblant de celui de ces *spéculateurs téméraires et sans scrupules*, de ces *aventuriers économiques* qu'Arlacchi [1983], à la suite de Weber, voudrait considérer comme une manifestation primitive, secondaire et de toute manière étrangère au sens du devoir et du sacrifice de "l'éthique protestante" qui imprégnerait l'esprit du capitalisme productif industriel.

Aussi la figure de l'entrepreneur à l'origine de la constitution de la grande ferme enclose, par exemple, se trouve-t-elle aux antipodes de la figure du citoyen propriétaire, dont la propriété serait issue du travail individuel. Et en réalité, comme nous le verrons mieux par la suite, le prototype de la bourgeoisie mafieuse des Gabelotti, au centre de la première mafia agraire en Sicile, ressemble sur bien des aspects à la bourgeoisie du mouvement des enclosures en Angleterre. Elle a reproduit les méthodes prédatrices et parasitaires par lesquelles la bourgeoisie anglaise des enclosures avait impulsé la transformation capitaliste des campagnes, en s'appropriant des terres tout d'abord sur une base d'une initiative essentiellement privée et illégale, puis avec le soutien et l'encouragement de l'Etat<sup>13</sup>. En effet,

---

<sup>12</sup> « *Le manque absolu de scrupules, l'égoïsme intéressé, la cupidité et l'âpreté au gain* » (Weber [1967], p. 58), sont encore moins, contrairement à ce que pensait Weber, des traits qui auraient été gommés par le capitalisme occidental et qui appartiendraient tout au plus « *à des pays dont le développement capitaliste bourgeois - mesuré à l'échelle occidentale - était resté en retard* » (p. 58). De ce point de vue, il suffit de penser à la manière dont, durant l'essor de la première révolution industrielle, la fiction de l'échange d'équivalents sur le marché s'est accompagnée du despotisme de l'entrepreneur dans l'usine, avec des chefs d'entreprises qui, au début de la révolution industrielle, se sont systématiquement opposés à toute norme qui aurait pu instaurer une limitation du temps de travail ou un "adoucissement" de la condition de ce même travail lorsqu'il s'agissait d'enfants ou de femmes par exemple.

<sup>13</sup> L'émergence de la bourgeoisie rurale en Angleterre, comme le notent Dockès et Rosier au sujet de la première grande vague d'enclosures, se rapproche sur bien des points du "portrait" de l'entrepreneur mafieux, alliant étroitement le licite à l'illicite, le légal à l'illégal : « *Toute la société, le monde rural de production, les paysages britanniques seront bouleversés par ce qui ne fut pas une simple transformation technique, mais une guerre sociale, menée manoir par manoir pendant plus d'un siècle (et qui recommencera dès 1660) par les grands propriétaires contre leurs paysans... L'exploitation d'une fraction croissante des terres commence à se faire pour le profit des maîtres et tous les moyens sont bons, de la loi à l'intimidation, de l'achat à la violence, pour concentrer les terres, accaparer les communaux, chasser les tenanciers, clôturer "l'open field" pour y pratiquer l'élevage des moutons, puis même pour y cultiver du blé lorsque à la fin du siècle les prix des céréales flambent avec la croissance de la consommation urbaine* » (Dockès et Rosier [1983], p. 29).

en Angleterre, comme dans le Mezzogiorno d'Italie, les enclosures ont constitué sans doute une des modalités principales de l'accumulation initiale du capital et de la transformation capitaliste des rapports sociaux dans les campagnes.

Certes, en Angleterre, cette mutation, notamment lors de la deuxième vague d'enclosures se développant entre le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle (elle atteint son apogée entre 1750 et 1830) a aussi posé certaines bases socio-économiques de la révolution industrielle.

Cependant aucun déterminisme ne garantit l'automatisme de ce passage historique de la transformation capitaliste de l'agriculture vers l'industrialisation. Une fois achevée la phase de l'accumulation initiale, la transformation parallèle de la figure de l'entrepreneur de type mafieux (bénéficiaire des enclosures) en un entrepreneur pacifique et productif, imprégné d'une éthique webérienne, est encore moins sûre<sup>14</sup>. Le cas du Mezzogiorno, comme celui de nombreux autres pays et régions sous-développés, sont une illustration exemplaire de ces constats. L'accumulation initiale peut se reproduire et s'auto-entretenir en circuit fermé sans impulser aucune transition vers un niveau plus élevé de développement des forces productives.

Ces considérations nous permettent d'aborder une série de points controversés concernant l'origine, la nature et le rôle de la mafia dans la dynamique longue du capitalisme italien.

---

<sup>14</sup> Les faits historiques postérieurs à ceux décrits par Marx dans *le Capital* et qui y sont conformes témoignent du rôle structurel des formes d'accumulation mafieuses dans les pays capitalistes avancés. A cet égard, on peut évoquer le cas exemplaire des mécanismes qui ont été à la base, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, de la formation aux Etats-Unis de la figure de la grande industrie et dont l'épopée est significativement incarnée par les figures des "barons voleurs". En fait, « *l'assemblage à un ensemble géant, au sein duquel le pouvoir est détenu par quelques hommes (les "corporate richs"), de multiples petites entreprises selon des procédés souvent illégaux ... n'est pas sans rappeler l'accumulation primitive du capital telle que Marx la décrit dans le Capital (livre I), en particulier "l'expropriation de la population campagnarde". Cette fois-ci... ce sont les petits de l'industrie qui se trouvent – et souvent avec le même procédé – véritablement expropriés en une phase de l'histoire du capitalisme qui constitue en quelque sorte une nouvelle étape de l'accumulation primitive* » (Dockès et Rosier [1983], p. 135).

Les Carnegie, Fisk, Gould, Morgan, Rockefeller, Vanderbilt etc., pour ne citer que quelques noms des "robbers barons" parmi les plus connus, « *tous ces hommes furent des spéculateurs prêts à prendre l'argent où il se trouvait. Aucun d'eux n'était particulièrement scrupuleux ni ne pouvait se permettre de l'être dans un système et à une époque où la fraude, la corruption, le scandale et parfois même le meurtre étaient considérés comme les armes normales de la compétition. ... Quant à la politique, c'était quelque chose à acheter plutôt qu'à pratiquer, à moins qu'on y trouvât une autre façon de faire de l'argent* » (Hobsbawm [1978]), pp. 204-205). Cette description des "barons voleurs" faite par Hobsbawm est une énième démonstration que l'Italie des années 1980, celle du saut de la mafia vers la grande entreprise, des "nouveaux condottieri" et de la corruption généralisée, est loin de représenter une anomalie dans l'histoire du capitalisme.

Thèses 3 à 6. Pour une mise en perspective historique de la mafia-entreprise en Italie.

- Thèse 3. La mafia n'est pas le produit de l'absence d'une révolution bourgeoise.
- Thèse 4. La mafia n'est pas une forme primitive de protestation sociale.
- Thèse 5. La mafia n'est pas le produit de l'absence de l'Etat, mais de la force même par lequel le nouvel Etat unitaire impose la sauvegarde des conditions de l'accumulation initiale et les institutions du marché auto-régulateur (au sens de Polanyi).
- Thèse 6. Le mode de régulation mafieux est un facteur endogène de sous-développement dans la mesure où il interdit toute dialectique conflits-innovation, luttes-développement.

Pour la suite de notre analyse, il est important de se débarrasser d'un lieu commun répandu qui empêche, à notre sens, une approche correcte de la genèse et de la reproduction historique de la forme socio-économique mafia.

Il s'agit de la thèse selon laquelle l'origine du «sous-développement» du Sud de l'Italie résulterait de l'absence d'une révolution bourgeoise. Corollaire de cette thèse : la mafia serait l'expression d'une société et d'une culture quasi féodale restée imperméable aux valeurs et à l'éthique du capitalisme.

Contrairement à ces thèses, on ne peut pas parler de l'existence au moment de l'unité de l'Italie d'un véritable dualisme socio-économique Nord/Sud. Au contraire, le Mezzogiorno et le nord de l'Italie étaient, au moment de l'unité, sur un plan de quasi égalité, et ce tant sur le plan de l'expansion des rapports sociaux capitalistes que de celui des forces productives<sup>15</sup> (Vercellone [1999], Capecelatro & Carlo [1973]).

La principale différence qui, à la veille de l'Unité, caractérise le Sud par rapport au Centre-Nord de l'Italie n'a pas trait à l'absence d'une révolution bourgeoise. Elle concerne plutôt le caractère particulièrement conflictuel du processus d'accumulation initiale dans le Mezzogiorno. Nous avons là une dimension cruciale mais souvent négligée du processus d'unification nationale. Elle permet de comprendre les conditions d'émergence de la « question méridionale » et la manière dont cette dernière se présentera avant tout comme une question de nature sociale, pour devenir seulement ensuite une question de nature économique, celle du retard du Mezzogiorno.

---

<sup>15</sup> A ce propos, il faut rappeler que les statistiques relatives au premier recensement de l'Italie unitaire (1861) conduisent à pencher pour l'hypothèse d'une avance des rapports sociaux capitalistes dans l'agriculture méridionale par rapport au reste de l'Italie. Le Mezzogiorno, bien qu'il ne représente que 40 % de la population italienne, compte à l'époque 53,6 % (soit 1,5 millions de personnes) des salariés agricoles italiens et seulement 2,4 % du total des métayers. De même, le pourcentage de la population active dans l'agriculture

C'est pourquoi il est important de rappeler à grands traits les trois principales étapes du processus qui nous mène du démarrage de la révolution bourgeoise dans les campagnes du Sud de l'Italie à l'unification nationale.

1. Dans une *première étape*, durant le XVIII<sup>ème</sup> siècle, la dynamique de déstructuration des institutions féodales et de transition au capitalisme s'opère dans le Mezzogiorno sous la poussée de facteurs communs à l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Il s'agit notamment de la poussée de l'inflation et du développement des rapports marchands qui font suite au grand désenclavement planétaire du XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles (Adda [1996]). C'est dans ce cadre que, dans le rapport traditionnel entre aristocratie et paysans, s'inscrit déjà l'émergence d'une couche nouvelle d'intermédiaires et de fermiers.

Il s'agit de la bourgeoisie des gabelotti (*a gabella* signifie prendre à ferme) qui jouera un rôle clé dans le développement de l'accumulation mafieuse. Cette figure exploite directement la terre en tant que fermier ou, le plus souvent, sous-loue la terre affermée aux paysans selon des rapports contractuels extrêmement lourds (Benenati [1988], Sereni [1975]). Elle procède également aux premières enclosures et à la remise en cause des droits civiques des paysans en recourant à l'intimidation et à la force dans la régulation des rapports sociaux.

De toute manière, le gabelotto est déjà un capitaliste qui entend réaliser un profit sur le capital qu'il a avancé, quelle que soit l'origine légale ou illégale de ses sources de financement<sup>16</sup>.

2. Dans une *deuxième étape*, le processus d'accumulation initiale dans le Sud d'Italie connaît une accélération décisive à la suite des lois qui, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, suppriment la féodalité, en transformant la terre en « marchandise » et en abrogeant les droits civiques et communaux sur la terre.

Ces lois jouent un rôle déterminant pour toute l'histoire du Mezzogiorno, et ce pour deux raisons principales :

- la première raison est que la transformation de la terre en marchandise déclenche la compétition pour l'acquisition des droits de propriété. Cette course aux droits de propriété constituera, durant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle, l'un des axes principaux du développement de la mafia-entreprise et des méthodes dites extraordinaires d'accumulation du capital ;

---

apparaît légèrement inférieur à la moyenne nationale : 56,6 % contre 59,7 % en 1861 et 55,82 % contre 57,90 % en 1871 (Capecelatro et Carlo [1973], pp. 98-99).

<sup>16</sup> Pour comprendre le rôle que les marchés illégaux peuvent avoir joués dans l'enrichissement de la bourgeoisie des Gabelotti, il suffit de songer au fait que la contrebande concernait à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle entre un tiers et deux tiers de la production de blé (Capecelatro et Carlo [1973]).

- la deuxième raison, souvent négligée, a trait à la manière dont les lois abrogeant la féodalité prévoyaient en principe une indemnisation pour les paysans privés des anciens droits civiques. Pour ce faire, les domaines féodaux – sur lesquels aristocrates et paysans avaient exercés leurs droits respectifs – devaient être divisés en deux parties : la première devait être attribuée, en tant que libre propriété privée, à l'ancienne aristocratie féodale ; la deuxième partie devait être attribuée, quant à elle, aux communes dans «*l'intérêt des citoyens*» et redistribuée à la population. De cette sorte, aurait dû être favorisée la constitution d'une petite propriété paysanne diffuse. En réalité, la propriété de ces terres (représentant entre un quart et trois quarts des terres des anciens fiefs), fut appropriée de manière illégale par les notables et la bourgeoisie des *gabellotti* qui étaient initialement censés les répartir entre la population.

C'est ainsi que, déjà avant l'Unité de l'Italie, la promesse inaccomplie de la réforme agraire promise par les lois supprimant la féodalité alimentait dans les campagnes du Mezzogiorno une révolte paysanne endémique.

Il en résulta une crise sociale structurelle qui jouera un rôle clé dans l'effondrement du Royaume des deux Siciles et dans son annexion au Royaume de Savoie.

En effet, le Mezzogiorno, à lui seul, sans l'appareil répressif du nouvel Etat italien, n'aurait probablement pas pu parvenir à mener à terme sa révolution bourgeoise.

3. C'est un point décisif pour comprendre la *troisième étape* de la révolution bourgeoise dans le Sud d'Italie qui correspond au processus d'unification de l'Italie. En réalité, l'aristocratie et la bourgeoisie agraire méridionale n'étaient motivés par aucun élan patriotique particulier en faveur de l'Unité Italienne. Le seul critère qui les conduira à se prononcer en faveur de l'avenir unitaire du Mezzogiorno, au prix d'une position subordonnée dans le nouvel Etat, était le suivant : la volonté de disposer d'un Etat capable de sauvegarder la poursuite des conditions de l'accumulation initiale du capital. Sur ce plan, la vision des agraires du Sud de l'Italie convergait pleinement avec celle de la bourgeoisie du Centre-Nord. En effet, cette dernière était tout autant opposée à toute réforme agraire de type jacobin qui, comme en France, aurait arrêté ou en tout cas freiné la transformation capitaliste des rapports sociaux dans les campagnes.

La formation de l'Etat italien s'appuie donc sur l'alliance entre la bourgeoisie piémontaise et les grands propriétaires terriens et fermiers du Mezzogiorno. Dans cette alliance s'inscrit, dès le départ, la bourgeoisie montante de la mafia des Gabellotti.

Aussi la première conséquence de l'annexion du Mezzogiorno au sein du nouvel Etat a-t-elle trait à la manière dont ce dernier privilégiera les fonctions de soutien et de consolidation du processus d'accumulation initiale, et ce au détriment des fonctions de consensus social que seule la réalisation d'une réforme agraire aurait pu assurer. Il en résultera une situation de violence et d'insécurité diffuse dont l'une des principales manifestations fut le "grand brigandage", c'est-à-dire une véritable guerre civile conduite par les paysans et qui conduira l'Etat italien à s'engager entre 1861 et 1865 dans une mobilisation militaire dont l'ampleur ne sera dépassée que par la première guerre mondiale.

Plus généralement, le rapport des citoyens aux institutions libérales du nouvel Etat-unitaire, soit prendra la forme d'un rapport de désobéissance civique et de révolte sociale ouverte (le brigandage), soit conduira la population à s'adresser à la capacité de médiation des pouvoirs traditionnels réellement dominants dans la société locale : les propriétaires terriens, les notables, la bourgeoisie mafieuse, les réseaux de parenté, etc. (Bevilacqua [1993]).

Tous ces éléments vont concourir dans certaines régions, et notamment en Sicile, à l'établissement d'une régulation autoritaire et clientéliste-mafieuse de l'économie de marché et du rapport entre société civile et administration. Ce sera à ce prix socio-économique que l'Etat-unitaire impulsera une nouvelle accélération du processus d'accumulation initiale et renforcera la bourgeoisie agraire et mafieuse au sein des institutions de l'économie méridionale. Ce sera aussi à ce prix que le nouvel Etat permettra à la bourgeoisie des gabbellotti d'obtenir la reconnaissance officielle du caractère légitime des terres usurpées avant l'Unité et de procéder, cette fois-ci avec le soutien explicite du nouvel Etat, à une autre vague d'enclosures et de privatisation des terres.

La tentative d'une mise en place des institutions de marché autorégulé se soldera en définitive par l'instauration d'un mode de régulation mafieux du rapport de concurrence et du rapport salarial. La prépondérance de cette logique de régulation n'empêchera pas l'éclatement de crises sociales majeures, des crises à l'occasion desquelles le pouvoir de la mafia agraire sur la société méridionale risquera d'être mis radicalement en question (comme à l'occasion du mouvement socialiste des *Fasci* Siciliens à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, puis à la suite des mouvements sociaux et politiques qui après la deuxième guerre mondiale détermineront la crise structurelle de l'ancienne mafia-agraire).

Mais ce qui est plus important est la manière par laquelle ce mode de régulation mafieux entravera lourdement, au jour le jour, la dynamique de l'innovation sociale et productive propre à une économie et une société ouvertes aux conflits et capables de les intégrer dans leur développement. C'est principalement en ce sens que la forme socio-économique mafia,

conjointement à la position subordonnée du Mezzogiorno dans le nouvel Etat, sera un facteur puissant du « développement du sous-développement ».

Finalement, l'analyse de cette période nous permet d'aboutir à deux autres conclusions qui contredisent sur bien des aspects certaines thèses léguées par l'historiographie traditionnelle sur la mafia. En particulier :

- premièrement, il ne faut pas confondre la mafia avec une forme primitive de protestation sociale comme celle du brigandage. Au contraire, le brigandage se rapproche plutôt d'une forme spontanée de résistance paysanne au processus d'expropriation dont la bourgeoisie mafieuse était protagoniste durant les différentes phases de l'accumulation initiale du capital ;
- deuxièmement, l'institutionnalisation de la mafia en Italie n'est pas le produit d'une absence ou d'un manque de volonté de la part du nouvel Etat italien d'affirmer le monopole légitime de la violence sur l'ensemble du territoire. Au contraire, elle est plutôt le résultat même de la violence par laquelle ce dernier impose les normes juridiques et économiques d'une économie de marché moderne. C'est l'ampleur de cette violence qui appelle et favorise le développement même de la mafia comme « *industrie de la protection* » (Gambetta [1992]), même si cette dernière ne constitue, comme nous le verrons, que l'une des activités de la mafia-entreprise.

Thèse 7. La mafia n'est pas un anti-Etat, mais une composante des classes dirigeantes conduisant dans les appareils périphériques et centraux une lutte économique et politique pour l'hégémonie et la sauvegarde des conditions de développement de l'accumulation mafieuse.

Les modalités de l'annexion du Mezzogiorno favoriseront donc une sorte d'institutionnalisation de la forme socio-économique mafia. Dans ce cadre, l'instabilité et l'état d'insécurité généralisés liés au processus d'unification nationale conduisent l'Etat à externaliser une partie des prérogatives qui, en principe, auraient dû être soumises à son contrôle et/ou régies par une logique non marchande.

En effet, par cette "décentralisation", l'Etat sera conduit à reconnaître *de facto* à la mafia deux fonctions principales sur lesquelles elle pourra asseoir sa reproduction et sa logique d'accumulation multidimensionnelle.

1. La *première fonction* de la mafia est celle qui, sur le plan socio-politique, fait de la mafia, comme le note Block [1986], « *une dimension pragmatique de l'Etat* » qui « *exerce le pouvoir au niveau local avec le consensus de l'autorité officielle* ». Il faut noter que la

mafia avait conquis la reconnaissance de cette fonction en quelque sorte sur le terrain lorsqu'elle avait intégré les chemises rouges de Garibaldi et participé à la répression des soulèvements paysans. L'épisode le plus significatif qui inaugure cette "nouvelle" politique fut le "massacre de Bronte" au cours duquel, les chemises rouges de Garibaldi, côte à côte avec la mafia agraire, se heurteront aux paysans qui avaient occupé le duché de Nelson<sup>17</sup>.

Par ailleurs, la manière dont la bourgeoisie mafieuse a tourné sans hésitation le dos à l'Etat Bourbon pour adhérer au processus d'unification nationale nous livre un enseignement fondamental concernant l'attitude de la mafia à l'égard de l'institution étatique. En réalité, la logique politique de la mafia obéit à des objectifs assez peu mystérieux. Il s'agit d'une bourgeoisie pour laquelle la primauté de l'argent ne laisse guère d'espace à une autonomie du politique, et qui, partant, oriente toute sa stratégie vers son unique objectif : la défense des intérêts et des mécanismes de l'accumulation mafieuse. En ce sens, l'attitude même de la mafia envers l'Etat sera inspirée par un même pragmatisme.

2. La *deuxième fonction* de la mafia, sur laquelle a mis l'accent Gambetta, est celle qui en fait une industrie privée de la protection.

Dans cette fonction, la mafia industrie de la violence et de la protection se substitue et/ou intègre la loi, en faisant des prérogatives du droit souverain une activité économique privée rentable. Il s'agit d'une marchandisation de droits en principe exclus de la sphère du marché et de l'argent et qui correspond à une privatisation informelle de l'économie comprenant aussi certaines fonctions régaliennes de l'Etat. Cette logique de rentabilité explique aussi pourquoi la mafia n'a pas pour vocation de se constituer en Etat, mais de l'intégrer dans une logique inextricable de concurrence et de coopération.

Si la mafia s'affirmait comme un véritable Etat elle perdrait *ipso facto* beaucoup des avantages marchands liés à l'exercice de l'industrie de la protection privée et au contrôle informel du territoire. C'est l'une des raisons qui explique peut-être pourquoi, depuis le temps

---

<sup>17</sup> Malgré les efforts prodigués, la "dictature de Garibaldi" ne parviendra pas à reprendre le contrôle des mouvements sociaux qu'elle a elle-même contribué à déclencher par la promesse initiale de réaliser la réforme agraire prévues par les lois napoléoniennes de suppression de la féodalité. Dans les campagnes, des bandes de paysans armés continuèrent à inspirer une crainte irrépressible à l'aristocratie et à la bourgeoisie, tandis que le gouvernement piémontais se montre de plus en plus inquiet sur le pli pris par l'aventure "risorgimentale" dans le Mezzogiorno. C'est dans ce contexte qu'après le débarquement de Garibaldi s'ouvre la deuxième étape – décisive – de la *Conquista Regia*. Les classes dirigeantes du Mezzogiorno, dont la mafia-agraire fait partie, se débarrassent de leurs derniers doutes et font explicitement appel à Vittorio Emanuele II, afin que l'intervention directe de l'armée Piémontaise rétablisse l'ordre social dans une Italie unifiée sous la Monarchie de Savoie. La bourgeoisie méridionale, comme le remarque Villari est convaincue, sans doute à raison, que « l'annexion représentait désormais le seul moyen, bien plus sûr qu'une

des Bourbons et du Royaume des Deux Siciles, le séparatisme sicilien n'a jamais véritablement visé la constitution d'un Etat indépendant, mais plutôt l'intégration de la Sicile dans un nouveau ensemble étatique : le Royaume de Savoie à l'époque de l'effondrement du Royaume des deux Siciles, l'intégration aux Etats-Unis, au début des années 1940<sup>18</sup>.

Quoi qu'il en soit, la manière dont le nouvel Etat italien est conduit à déléguer une partie de ses pouvoirs en matière de contrôle du territoire et à renoncer à l'exclusivité de l'exercice de la violence aura d'importantes conséquences sur la régulation du marché : le développement de la logique marchande dépassera et remettra en cause la démarcation qui, d'après le modèle libéral canonique de l'Etat et du marché, définit les prérogatives respectives et les règles régissant le rapport entre la sphère de l'économique et celle du pouvoir politique. La rationalité entrepreneuriale pourra également s'étendre, à travers un processus de privatisation implicite, à des fonctions de « *protection et de réglementation du marché* » normalement dévolues à l'Etat comme, par exemple, le respect des contrats, la protection des personnes, de la propriété privée, de la circulation des marchandises, des activités commerciales, sans oublier la réglementation du marché du travail. Il va de soi que, pour une telle entreprise, dont le chiffre d'affaire dépend de la demande de protection privée, produire sans cesse cette insécurité et cette absence de "certitude du droit" devient une condition indispensable à sa survie (Gambetta [1992]). Aussi la « *mafia-industrie de la protection* » (Lupo [1996]) se présente-t-elle, à la fin du siècle dernier, selon la terminologie déjà adoptée par Franchetti et Sonnino [1974], comme une « *industrie du délit* ». Notons que cette spécialisation de la mafia est non seulement à la base d'activités criminelles traditionnelles – comme la protection, l'extorsion et le racket, par exemple – mais qu'elle est aussi à l'origine de son rôle dans la régulation des rapports d'échange sur des marchés qui, en raison de l'absence de règles institutionnelles sûres, sont *de facto* des marchés informels<sup>19</sup>. Les acteurs de l'échange marchand se trouvent ainsi dans la nécessité de recourir à la médiation d'un "arbitre" et/ou d'un tiers-garant. Dans ce cadre, le mafieux apparaît alors comme la figure disposant de

---

*hypothétique restauration Bourbonne ou qu'une solution autonomiste, pour en finir avec la révolution* » (Villari [1986], p. 198).

<sup>18</sup> En effet, à la suite du débarquement américain, favorisé, semble-t-il, par l'appui logistique de la mafia, cette dernière soutiendra le développement du mouvement séparatiste sicilien, pour lequel la Sicile aurait dû être le cinquante et unième Etat américain. Lorsque la situation politique italienne se normalisera et que tout risque d'une évolution à la Yougoslave sera écarté, la mafia abandonnera cette option pour "s'intégrer" dans le nouveau système de pouvoir structuré autour du parti démocrate-chrétien.

<sup>19</sup> Gambetta [1992] décrit à ce propos le modèle exemplaire du marché de gros du bétail à Palerme. Deux échangeurs peuvent bénéficier de l'évasion fiscale, ils n'ont pourtant aucune garantie sur la qualité de la marchandise. La nature de l'informel désigne ici, du point de vue des acteurs du marché, non pas tant la

l'autorité et des informations permettant aux acteurs de l'échange marchand de se rencontrer et de négocier sur la base d'une "confiance réciproque".

C'est pourquoi les activités faisant de la mafia une «*industrie qui produit, promeut et vend de la protection privée*» (Gambetta [1992], p. vii) constituent sans doute une articulation centrale de l'organisation de l'économie mafieuse. Cependant, cet aspect de l'activité économique de la mafia en tant qu'industrie de la protection ne peut en aucune manière, selon nous, être considéré comme une spécialisation fonctionnelle exclusive.

Thèse 8. La notion de mafia-entreprise ne peut pas être résumée par l'une de ses articulations : l'industrie de la protection.

En effet, dans l'approche de Gambetta [1992], le rôle de cette spécialisation productive devient, à l'exclusion de toutes les autres, l'essence même de la mafia. Mieux encore, selon Gambetta, la mafia délivrerait violence et/ou protection sans guère se soucier d'autres considérations que la rentabilité et le portefeuille du client. Cette hypothèse «*exclut la possibilité d'associer les mafieux à des métiers dont le caractère de fond n'est pas reconductible à la protection elle-même*» (p. 103). En somme, il ne faudrait donc pas confondre les mafieux et leurs clients. Mieux, dans son rôle d'agence privée spécialisée dans l'exercice de prérogatives de l'Etat, la *mafia-industrie de la protection* deviendrait une force quasiment impartiale sans positionnement par rapport aux classes sociales et à leurs conflits.

Cette approche est contestable tant sur le plan historique que sur celui de la caractérisation théorique de l'essence du phénomène mafieux. En particulier, elle risque d'alimenter l'illusion selon laquelle la problématique de la lutte contre la mafia n'est, en dernière instance, qu'une question de rétablissement du monopole de la violence légitime de l'Etat. Une telle démarche conduit de surcroît à réduire l'explication de la genèse et de la reproduction de la mafia à un simple écart entre théorie et histoire, c'est-à-dire entre le modèle normatif de l'Etat protecteur et du marché et la réalité "anormale" de la société méridionale en général, et de la Sicile en particulier.

Gambetta développe par ailleurs une conception restrictive de la composition sociale et de la multiplicité des activités, improductives et productives, légales et illégales, qui structurent dès son origine la mafia-entreprise. En effet, le rôle de l'industrie de la protection, loin de délimiter le territoire socio-productif de la mafia-entreprise, lui sert plutôt de support

---

recherche des bénéficiaires de l'évasion fiscale que l'assurance, là où les normes de qualité ne sont pas garanties par l'autorité légitime, d'un arbitrage qui viendrait réparer le tort qui pourrait être fait à l'un des agents.

pour étendre son emprise dans les autres secteurs économiques et affirmer sa suprématie grâce à la régulation violente du marché du travail et des rapports de concurrence. C'est pourquoi, à notre sens, le métier du mafieux englobe l'ensemble des figures entrepreneuriales qui, quels que soient leurs domaines d'activité, sont en mesure de se prévaloir du recours à la violence et à l'intimidation comme instruments de pouvoir économique. On pourrait même affirmer que la persistance de l'accumulation mafieuse, tout au long de l'histoire économique italienne, repose dans la capacité de la mafia-entreprise à échapper à la spécialisation. En somme, pour paraphraser encore une fois Braudel [1979], la force majeure de l'accumulation mafieuse, comme celle du capitalisme, a toujours été, aujourd'hui comme au temps de la mafia agraire, la capacité « *de ne pas avoir eu à s'enfermer dans un seul choix* », c'est-à-dire d'être « *éminemment adaptable et donc non spécialisée* ».

## 2. 2 - La mafia-entreprise entre tradition et modernité

Cette capacité d'adaptation et cette flexibilité de la mafia-entreprise est illustrée par la manière même dont, dans l'après-guerre, l'ancienne mafia agraire dépasse sa crise pour se reconvertir dans une mafia urbaine industrielle, puis opérer, au tournant des années 1970, le saut vers un véritable modèle de développement local inséré de manière active dans les circuits internationaux d'accumulation du capital productif et financier.

Pour contribuer à la reconstruction de cette évolution historique, nous nous appuyerons sur une critique de l'analyse proposée par Arlacchi. Ce dernier, dans son ouvrage de référence de 1983, a en effet essayé de rendre compte de l'évolution contemporaine de la mafia comme d'une rupture historique concernant l'essence même du phénomène mafieux. Sa grille de lecture fait en effet du boom lié à l'économie de la drogue une sorte de *deus ex machina* à l'origine de la métamorphose d'une mafia traditionnelle, fidèle à des valeurs et à un code de l'honneur pré-capitalistes, en une nouvelle mafia-entreprise. Dans cette transition, les « hommes d'honneurs » se seraient de surcroît transformés en des entrepreneurs innovateurs schumpeteriens en introduisant dans la lutte pour l'accumulation du capital et la création de richesses, les méthodes violentes propres à un modèle culturel archaïque replié, à l'origine, sur la compétition pour l'honneur et le pouvoir.

Dans cette perspective, nous formulerons trois principales thèses par lesquelles, à l'encontre de la grille de lecture de Arlacchi, nous effectuerons une mise en perspective historique du sens et des enjeux des transformations contemporaines de l'accumulation mafieuse.

Thèse 9. La combinaison entre tradition et modernité capitaliste a été dès son origine l'un de levier de la reproduction et de la cohésion interne de la mafia-entreprise

Une première proposition développée par Arlacchi consiste donc à affirmer que ce ne serait que durant les années 1970 que se serait opéré, grâce aux formidables profits du trafic de la drogue, le passage d'une mafia traditionnelle essentiellement étrangère au circuit de l'accumulation du capital à une nouvelle mafia-entreprise découvrant la compétition pour la richesse.

Cette thèse ne nous paraît pas fondée. Comme nous l'avons vu, la mafia se présente dès son origine sous la forme capitaliste de la mafia-entreprise. Contrairement à la thèse défendue par Arlacchi, il n'existe pas de césure historique entre une mafia traditionnelle fondée sur la compétition pour l'honneur et le pouvoir, d'une part, et une mafia moderne qui, elle, aurait découvert au tournant des années 1970 la compétition pour la richesse, d'autre part. De ce point de vue, il faut aussi noter que la « culture de l'honneur » qui aurait caractérisé la mafia agraire *« telle qu'elle est présentée usuellement correspond à une mystification plus ou moins consciente. La mafia agraire épousait formellement les valeurs de la culture paysanne, mais l'honneur dont on parle pour cette période ne signifie point un prestige fondé sur le respect des valeurs, mais la reconnaissance d'un rôle social qui repose sur un fondement économique. Les mafieux agraires sont à l'intérieur de la compétition pour l'appropriation des ressources et, dans ce but, ils développent des activités criminelles dont l'impunité est assurée régulièrement car elles sont mises en œuvre par des secteurs des classes dominantes »* (Santino [1994], p. 11).

Par ailleurs, la combinaison entre tradition et modernité n'a rien de surprenant dans l'histoire du capitalisme, comme le montrent, par exemple, le décollage capitaliste du Japon à l'époque Meiji et celui de la Prusse des Junker. De manière plus générale, il faut bien garder à l'esprit que toute l'histoire du capitalisme, avant comme après la première révolution industrielle, nous montre comment l'accumulation du capital s'est souvent bien accommodée de formes très éloignées du modèle canonique d'une libre concurrence pacifique et du rapport salarial libre (allant de l'esclavage à différentes formes de salariat bridé).

Ainsi, en Sicile pour la mafia-entreprise, comme dans d'autres régions de l'économie-monde, l'ancrage à des modèles culturels et à des institutions appartenant à la « tradition » a été souvent un support mis au service de la « modernisation » capitaliste. Dans cette combinaison, il n'y donc rien d'étonnant et encore moins de nouveauté radicale, comme le

suggère Arlacchi lorsqu'il fait des mafieux des agents porteurs d'une dynamique innovatrice schumpeterienne. Mais nous reviendrons plus loin sur la question concernant la nature de l'entrepreneur mafieux. Pour l'instant, bornons-nous à noter que, y compris les analyses les plus récentes du modèle toyotiste au Japon ou de celui des districts industriels dans la troisième Italie, ont montré, sans équivoques, que la référence à la *tradition*, loin d'être un obstacle, peut se révéler être un formidable atout dans la bataille pour la compétitivité et la modernisation post-fordiste.

En ce sens, nous pourrions avancer l'hypothèse selon laquelle les codes de comportements culturels fondés sur la fidélité à la *famille* et à la tradition des "hommes d'honneur", en l'occurrence sur la sanction de la violence, ont joué probablement, au sein du modèle d'organisation du travail de la Mafia, une fonction analogue à celle que la théorie des incitations attribue, par exemple dans l'entreprise japonaise, aux pratiques dites *ostracistes*<sup>20</sup>.

Thèse 10. L'essor contemporain de la mafia-entreprise industrielle ne résulte pas du développement de l'économie de la drogue.

Une deuxième proposition d'Arlacchi consiste ensuite à affirmer que malgré la rupture historique représentée par le passage à la figure de la moderne mafia-entreprise, l'extension de la mafia-entreprise à l'économie légale résulterait essentiellement de l'excès de liquidité lié aux profits de la drogue. En somme, le rapport de la mafia à l'économie légale resterait extérieur et dicté, presque contre son gré, par l'exigence de recyclage de l'argent sale. Sa vocation et sa spécialisation première demeureraient, selon Arlacchi, les sphères d'activité de l'économie illégale.

A la différence de cette interprétation, nous considérons que le développement de la moderne mafia-entreprise post-agraire trouve son point de départ dans l'économie légale, plus particulièrement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, et dans celui des services liés à l'urbanisation. Cet essor ne se produit par ailleurs pas durant les années 1970, mais déjà durant les années 1950-1960 (Cf. Santino et La Fiura [1990]). C'est durant cette période que la croissance des dépenses ordinaires vers les collectivités locales du Mezzogiorno et le "boom" du bâtiment marquant le développement des villes méridionales conduisent à

---

<sup>20</sup> C'est à dire, suivant la terminologie des approches de la firme post-fordiste, une technique favorisant la cohésion verticale du management et du salariat et une combinaison spécialement efficace entre contrôle social et rentabilité "économique" par l'importance et la force de la « ... *pression collectivement exercée par un groupe sur tout élément de ce groupe qui tendrait à s'écarter des objectifs qui lui sont assignés* ... », (Coriat [1991]).

l'émergence d'un vaste réseau de P.M.E. mafieuses. Ces dernières travaillent le plus souvent en sous-traitance de grandes entreprises auxquelles elles offrent en même temps les services de l'industrie de la protection, tant en ce qui concerne la régulation du marché du travail que des rapports de concurrence. Parfois, comme pour l'entreprise Vassallo, elles opèrent dès cette époque le passage vers la grande entreprise.

Il faut souligner que le développement de la mafia-entreprise en Italie est étroitement liée à la formation concomitante d'une nouvelle génération de "professionnels de la politique" dont le pouvoir se mesure à la capacité de gérer et d'obtenir un flux croissant de ressources publiques, afin de les distribuer selon une logique dans laquelle l'intérêt personnel se combine avec l'exigence d'obtention clientéliste du consensus social et politique.

Par la combinaison de la violence et des mécanismes de l'échange politique, la mafia-entreprise peut dès cette époque bénéficier de quatre avantages concurrentiels majeurs :

- le faible coût de la main-d'œuvre et l'absence de conflits professionnels ;
- l'établissement de barrières protectionniste sur les marchés locaux réalisé grâce au découragement de la concurrence provenant d'entreprises extérieures. Ces barrières à l'entrée, liées au recours à l'intimidation et à la violence, pénalisent également les entreprises locales non mafieuses ;
- l'accès facilité aux ressources financières tant par l'accès à un crédit bon marché obtenu à travers les réseaux d'échange politique que par le recyclage des capitaux extraits de l'économie illégale (même si durant les années 1950-1960 cette source de financement joue encore un rôle secondaire) ;
- enfin, l'affirmation d'un pouvoir politique quasi monopoliste sur les marchés publics locaux obtenu notamment à travers le mécanisme qui, durant cette période, *« représenta à Palerme, comme dans l'ensemble du Mezzogiorno, l'instrument le plus important du pouvoir local ... : le contrôle de l'expansion du secteur du bâtiment et la promotion de la spéculation immobilière à grande échelle sur les terrains à bâtir »* (Catanzaro [1988], p 192).

Le moteur principal de la transformation de la mafia-agraire en une mafia-industrielle moderne repose donc sur l'alliance, voire la fusion<sup>21</sup>, de deux figures s'assurant conjointement

---

<sup>21</sup> En particulier, *« hommes politiques et mafieux sont non seulement issus des mêmes transformations, mais ils ont aussi les mêmes origines sociales. Ils utilisent, dans des champs divers mais étroitement liés, les opportunités de mobilité sociale offertes par un système en expansion »* (Catanzaro [1988], p. 195). Ainsi, poursuit Catanzaro, *« à Palerme, durant les années cinquante, soixante et soixante-dix, différencier les hommes politiques démocrates chrétiens et les mafieux n'est pas tâche aisée. Les définitions fonctionnelles de rôle, liées aux tâches institutionnelles, tendent à disparaître et à être reformulées en termes informels, en référence à l'amitié et aux rapports de parenté ... C'est pourquoi ... il est difficile de savoir lequel de ces*

le contrôle des appels d'offres : une nouvelle génération d'entrepreneurs de la politique appartenant tout particulièrement à la Démocratie Chrétienne et une nouvelle génération "d'entrepreneurs protégés" qui "recyclent" dans le secteur du bâtiment et des travaux publics les méthodes mafieuses de régulation violente du marché du travail et des rapports de concurrence. Dans ce contexte, le développement de la nouvelle mafia-entreprise industrielle se présente comme l'expression d'une imbrication indissociable entre la violence des entrepreneurs mafieux et le parasitisme des entrepreneurs de l'échange politique.

La figure de l'entrepreneur mafieux se confond durant cette période avec celle d'un "entrepreneurs assisté" dont la principale compétence entrepreneuriale consiste « *en la connaissance des mécanismes juridico-administratifs et surtout dans la capacité de tisser des liens à tous les niveaux du système politico-administratif qui lui octroient un droit de cité dans toutes les sphères de décision* » (Santino et La Fiura [1990], p. 90). Notons, de ce point de vue, que le modèle mafieux sicilien centré sur la figure de l'entrepreneur assisté des années soixante se rapproche sur bien des aspects, et anticipe, le modèle qui durant les années quatre-vingt se mettra en place, y compris dans le Centre-Nord d'Italie, avec le système de corruption généralisée dit des "*Tangentopoli*" et dont le fonctionnement sera dévoilé par les enquêtes Mains-Propres. Dans les deux cas, le mécanisme endogène qui garantit, après son démarrage, l'institutionnalisation et l'auto-reproduction du système est la logique d'un échange politique qui devient progressivement quasi autonome par rapport à la volonté même de chacun de ses acteurs : celui d'un contrôle monopoliste bilatéral de l'activité économique dans lequel les entreprises peuvent obtenir, en échange de pots de vin versés aux fonctionnaires et aux hommes politiques, un accès privilégié à des marchés publics protégés de la concurrence interne et internationale. De plus, les entrepreneurs de la politique peuvent s'approprier les profits financés grâce à la majoration des prix et/ou à la détérioration de la qualité des services et des biens produits par l'Etat et en faire payer le coût à la collectivité grâce à l'imposition d'une véritable taxe informelle à laquelle celle-ci est soumise.

Finalement, les processus de formation de la moderne mafia-entreprise industrielle ne trouve pas son point de départ dans les extra-profits offerts dans les années 1970 par le trafic de l'héroïne. Il se trouve par contre dans les secteurs de l'économie officielle où une nouvelle génération d'entrepreneurs protégés et assistés a recyclé dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics les méthodes mafieuses de régulation du marché du travail et des rapports de concurrence. Dans cette interpénétration entre la bourgeoisie mafieuse et les institutions de

---

*deux types de sujet manipulait l'autre. La manipulation était réciproque ... D'une certaine manière, mafieux et hommes politiques démocrates chrétiens étaient tous les deux "Cosa Nostra" » (pp. 195-196).*

l'administration publique se trouve par ailleurs l'un des mécanismes principaux par lequel la mafia a pu se prévaloir, durant cette période, d'un certain consensus social : le contrôle de transferts et de services liés au Welfare State qui ont conduit à une véritable dégénérescence clientéliste mafieuse du modèle de l'Etat-Providence dans le sud de la péninsule.

C'est aussi pourquoi, contrairement à une autre idée soutenue par Arlacchi, la décennie 1960-70 ne correspond guère à celle d'une crise de la mafia, voire à une période qui, de par la stagnation des économies criminelles, aurait tendu à la marginaliser comme une forme traditionnelle du banditisme. L'apparente "disparition" de la mafia durant cette période n'est en réalité que le fruit d'une "invisibilité" déterminée par son intégration subalterne au système des Partis et des grandes firmes privées et publiques à l'intérieur des circuits légaux de l'économie formelle.

Ce constat ne signifie pas que les énormes profits liés à la contrebande des cigarettes puis, et surtout, au boom de l'économie de la drogue n'ont pas permis à la mafia-entreprise d'effectuer entre la fin des années soixante-dix et les années quatre-vingts un formidable saut qualitatif : le saut qui conduit les réseaux de la mafia-entreprise d'une configuration centrée sur les P.M.E. à une configuration oligopolistique. Dans cette transition, la mafia-entreprise opère en même temps le passage d'une structure encore essentiellement micro-économique et subalterne aux grandes entreprises et aux notables de la politique vers un niveau macro-économique posant les bases d'un modèle de croissance à l'échelle locale. Il s'est agit de la mise en place d'un véritable régime régional d'accumulation mafieux dans lequel apparaît au grand jour la réalité d'un marché multidimensionnel où les secteurs de l'économie légale et illégale, loin de se présenter comme deux corps ou sphères étrangères l'une à l'autre, s'imbriquent étroitement jusqu'à gommer, sur le plan des comportements et celui des mécanismes de l'accumulation, toute ligne de démarcation possible.

Dans la généalogie de ce modèle régional d'accumulation, les profits issus de l'économie de la drogue n'ont pourtant pas joué un rôle premier. En effet, comme nous l'avons vu, le développement de la mafia-entreprise dans les secteurs de l'économie formelle n'a pas résulté d'un excès de liquidité provenant de l'économie criminelle. Au contraire, c'est plutôt "l'argent propre" issu de l'accumulation mafieuse dans l'économie formelle qui a été recyclé dans les circuits illégaux de "l'argent sale" liés aux secteurs de l'économie criminelle et constitue le point de départ de la montée en puissance de l'économie mafieuse des années 1970-80. Dans cette dernière phase sans doute, les capitaux considérables accumulés grâce au trafic de la drogue et des armes sont réinvestis dans les marchés politiques des commandes publiques ainsi que dans le grand circuit de l'économie financière et productive internationale.

Mais, l'inverse est tout autant vrai. Ce sont les "capitaux propres" issus de la spéculation financière et des entreprises légales qui sont réinvestis et recyclés dans l'économie criminelle, selon des passages réitérés qui ne permettent plus de poser une véritable frontière entre "argent propre" et "argent sale", économie légale officielle et économie criminelle.

Pour résumer, le trafic de l'héroïne n'a été que l'un des leviers de l'actuelle métamorphose historique de la forme socio-économique mafia, métamorphose par laquelle les réseaux des P.M.E. mafieuses des années 1960 ont opéré un double passage : le passage d'un niveau micro-économique et local à celui d'une grande firme et/ou holding-financière (Santino et La Fiura, [1990]) opérant à l'échelle internationale, d'une part ; le passage d'un rapport de subordination et de sous-traitance par rapports aux grandes entreprises et aux notables de la politiques à une puissance économique qui émancipe la mafia des anciennes tutelles et lui permet de diversifier sa logique d'accumulation multidimensionnelle en profitant des plus-values offertes par le "boom" des marchés financiers internationaux.

C'est pourquoi durant les années 1980 et 1990 s'affirme désormais le problème d'un pouvoir économique réel représenté par une accumulation mafieuse qui s'est enracinée et stabilisée dans les grands circuits de l'accumulation dite ordinaire du capital industriel et financier.

Cette montée en puissance économique de la mafia a conduit durant les années 1980-1990 à un renversement profond de son rapport de subordination aux médiateurs politiques qui avaient jusqu'alors assurés sa reproduction à l'intérieur du système Démocrate-Chrétien<sup>22</sup>.

Certaines composantes de la mafia du post-fordisme, notamment les réseaux liés aux Corléonais, un peu comme l'avait fait la mafia agraire des Gabelotti avec les propriétaires terriens absentéistes, ont probablement pensé pouvoir supplanter directement la classe dirigeante des politiques locaux. Par ailleurs, l'ampleur des profits potentiels dont pouvait désormais bénéficier l'accumulation mafieuse a favorisé le déclenchement d'une concurrence oligopolistique exacerbée entre les principaux groupes mafieux.

Il en résulte durant les années 1980 et 1990 une double guerre :

1. Tout d'abord une guerre oligopolistique meurtrière entre les différentes "familles mafieuses" qui se développe notamment entre 1981 et 1983. Cette dernière a fait éclater la Commission Régionale qui avait été mise en place pour réguler les rapports internes de concurrence en réunissant les différents réseaux mafieux territoriaux en une sorte de cartel. Cette guerre sanctionne la victoire du groupe lié aux Corléonais sur la coalition des

Bontate-Badalamenti-Inzerillo-Calderone. Ces derniers représentaient le secteur de la mafia qui, depuis longtemps, avait entretenu les rapports les plus privilégiés avec les médiateurs politiques de la Démocratie Chrétienne<sup>23</sup>.

2. La mafia gagnante des Corleonais lance une offensive terroriste contre les anciens médiateurs politiques et les institutions de l'Etat qui, à l'instar du *pool* anti-mafia des juges Falcone et Borsellino, avaient remis en cause la traditionnelle attitude de tolérance à l'égard de la mafia<sup>24</sup>. Par cette offensive la mafia voulait imposer les termes d'un compromis plus avantageux en convainquant la classe politique de l'irréversibilité des nouveaux rapports de force.

Cette stratégie, qualifiée par certains, au sein même de la mafia, de « délire d'omnipotence », s'est pourtant révélée sur bien des aspects myope. Aveuglée par sa nouvelle puissance économique et financière, le management de la mafia a probablement négligé l'ampleur d'autres mutations socio-économiques et politiques qui remettaient en même temps en cause certains piliers du système sur lequel avait reposé sa reproduction durant la croissance des Trente Glorieuses. Nous faisons en particulier référence à deux transformations majeures impulsées par l'actuel processus de globalisation :

- d'une part, à la suite de la chute du mur de Berlin, certaines conditions internationales qui avaient jusqu'alors justifié, au nom de la logique de la guerre froide, l'attitude de tolérance et de compromissions de certains secteurs de l'Etat avec la mafia se sont en effet effritées ;
- d'autre part, l'internationalisation croissante des économies a rompu le circuit autocentré qui, durant la croissance fordiste, avait fait d'un flux croissant de dépenses publiques en soutien du revenu d'un Mezzogiorno pourtant dépendant, une condition indispensable de la dynamique d'ensemble du système économique italien. De ce point de vue, la décision d'intégrer la lire dans la marge étroite de fluctuation du

---

<sup>22</sup> Ce renversement des rapports de force entre mafia et médiateurs politiques trouve l'une de ses premières concrétisations dans l'assassinat du Président de la Région Sicilienne Piersanti Mattarella en janvier 1980.

<sup>23</sup> Cette composante de la mafia, dont faisaient aussi partie les percepteurs privés des impôts en Sicile (les frères Salvo) et Lima (ancien maire de Palerme et principale référence politique Démocrate Chrétien du courant de Andreotti en Sicile), défendaient peut-être une position politique plus réaliste quant aux modalités par lesquelles la mafia aurait pu profiter de sa nouvelle puissance économique pour s'inscrire dans la nouvelle géographie du capitalisme italien et international sans remettre radicalement en cause les anciens rapports et la nature des compromis avec les institutions politiques de l'Etat. Il s'agit peut-être de la mafia qui, à l'instar de Tommaso Buscetta, aspirait à se transformer essentiellement dans l'entrepreneur ou financier respectable et formellement pacifique du post-fordisme, en suivant l'exemple des Barons Voleurs.

<sup>24</sup> Dans la mise en œuvre de cette stratégie joue un rôle clé en 1992 la confirmation par la Cours de cassation des condamnations émises par la Cour d'appel lors du maxi-procès contre la Mafia.

SME en 1990, puis la crise de la lire de 1993, sanctionnent la fin du modèle de croissance à crédit par lequel l'Italie des années 1980, au prix d'une énorme dette publique, avait pu échapper aux politiques d'austérité de l'Europe des Douze. Nous avons là un tournant historique clé y compris pour l'histoire du rapport entre mafia et institutions. Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence si cette période correspond aussi, de manière significative, à un véritable saut qualitatif dans l'offensive de la magistrature contre la mafia<sup>25</sup> et au démarrage de l'enquête Mains Propres qui s'attaque résolument pour la première fois au réseau de corruption généralisé à l'ensemble de péninsule.

En effet, la corruption, l'abus des biens sociaux à des fins d'enrichissement personnel, le recours à l'intimidation et à la violence dans la régulation des rapports de concurrence, l'implication de la finance dans les mécanismes de blanchiment de l'argent sale, tous ces aspects présentés comme spécifiques à l'Italie du Mezzogiorno sous-développé, étaient, même si à un moindre degré, aussi un trait propre au modèle des grandes firmes et au système des partis du centre-nord. En somme, la globalisation économique et financière et la crise fiscale de l'Etat ont joué un rôle majeur dans la déstructuration du bloc social hégémonique sur lequel avaient reposé aussi bien le modèle mafieux du Mezzogiorno que celui des "*Tangentopoli*" du Centre-Nord.

La nouvelle phase du rapport entre mafia et institutions qui s'est ouverte à cette période suit une évolution dont il est encore difficile aujourd'hui de déchiffrer l'issue. Cependant on peut songer que fort probablement un certain nombre d'entrepreneurs mafieux visent actuellement à reconstituer les conditions d'une cohabitation « pacifique » avec les institutions de l'Etat et/ou ont décidé (eux ou leurs héritiers) de se retirer à temps des marchés illégaux pour se transformer en autant de plus ou moins petits mais respectables Rockfeller. De toute manière, cette issue est indiscutablement étroitement imbriquée à la solution politique que le nouveau gouvernement Berlusconi voudra donner à l'héritage des Tangentopoli et aux nouveaux équilibres que, sur cette base, il cherchera à constituer dans le Nord comme dans le Sud d'Italie. Plusieurs signes, comme l'appui massif qu'elle semble avoir donné aux candidats de Forza Italia et une attitude de repli qui semble vouloir faire oublier les actions spectaculaires du début des années 1990, font penser la Mafia s'est orientée vers la recherche d'un nouveau compromis avec le système politique. Un nouveau compromis

---

<sup>25</sup> Entre 1991 et 1995 plus de la moitié des députés du parlement régional de Sicile et dix-sept parlementaires de l'assemblée nationale ont été inculpés pour corruption ou pour complicité avec la Mafia.

par lequel, comme durant les années 1960, la mafia accepterait un rapport de proximité et de subordination « pacifique » aux nouveaux médiateurs politiques de la deuxième république.

### **Pour conclure**

Thèse 11. l'entrepreneur mafieux n'est pas un "Schumpeter à la Kalachnikov".

Une troisième proposition d'Arlacchi consiste à affirmer que, par ce saut vertigineux de l'archaïsme à la modernité capitaliste, la mafia se serait de surcroît métamorphosée en un véritable entrepreneur innovateur. Tel un « *Schumpeter à la kalachnikov* »<sup>26</sup>, elle aurait introduit dans l'économie légale elle-même la révolution des méthodes mafieuses. Grâce à cette innovation, la mafia-entreprise du Mezzogiorno apparaîtrait comme une sorte d'équivalent démoniaque de la petite entreprise innovatrice de l'économie diffuse béatifiée par les approches de la troisième Italie.

Les entrepreneurs mafieux n'ont vraiment rien de commun avec une sorte d'entrepreneur Schumpeterien, avec ou sans Kalachnikov. Le rôle de l'entrepreneur mafieux se situe en effet aux antipodes de la fonction de l'entrepreneur schumpeterien qui est justement de rompre l'état stationnaire d'une économie sans croissance. Or, comme nous l'avons déjà souligné, le mode de régulation sur lequel repose l'accumulation mafieuse consiste justement dans la capacité de reproduire ce type de circuit socio-économique stationnaire en bloquant toute dynamique de changement économique et social. Par ailleurs pour Schumpeter le sens du développement capitaliste est le processus de destruction créatrice qui se déploie par le trinôme innovation-profit-concurrence. Dans le cas de l'entrepreneur mafieux, on pourrait au contraire affirmer que le sens de l'accumulation consiste en un processus de destruction prédatrice qui se déploie par la constitution violente de positions monopolistes et de mécanismes parasites de prélèvement de ressources dans laquelle, comme pour le capitalisme financier, les frontières entre rente et profit s'effritent. De ce point de vue aussi l'entrepreneur mafieux suit un chemin semblable à celui de Vandebilt, de Carnegie, de Rockefeller, c'est-à-dire de ces incarnations des esprits animaux de l'accumulation du capital qui, pour Schumpeter, étaient les fossoyeurs de l'esprit de l'entrepreneur innovateur et, partant, de ce qu'était pour lui l'essence même du capitalisme.

---

<sup>26</sup> Pour reprendre l'expression ironique de Santino et La Fiura [1990].

Par ailleurs, leur attitude au risque et à l'innovation paraît plutôt proche aujourd'hui d'une figure qui combine les traits du petit-moyen entrepreneur assisté du "marché politique" et ceux de cette bureaucratie des grandes firmes que Schumpeter considérait comme l'incarnation de la perte de vitalité et du déclin du capitalisme. Mieux, ces deux figures se complètent, dans le management mafieux, avec celle des "golden boys" de Wall-Street., ou, pour être plus proche de la Sicile, avec la figure d'un Sindona, le financier sicilien proche de la mafia, que durant les années 1970 Andreotti, alors Président du Conseil Italien, avait osé saluer comme « *le sauveur de la Lire* ». C'est ainsi que le boom de la Mafia à partir des années 1970, loin de relever du seul trafic de la drogue, a trouvé sans doute l'un de ses leviers dans la grande "bulle" spéculative liée à l'internationalisation financière puis, durant les années 1980, aux effets déflationnistes des politiques monétaristes qui ont instauré cette économie parasitaire de rentiers dont Keynes avait en vain préconisé "l'euthanasie". C'est sans doute à ce niveau, celui de la transformation de la mafia-entreprise urbano-industrielle en mafia à dominante financière (Santino et La Fiura (1990]), que se trouve aujourd'hui, dans toute sa complexité, le problème essentiel de l'accumulation mafieuse, selon une évolution par rapport à laquelle la plupart des théories de la mafia-entreprise se trouvent désormais en décalage.

## ***Bibliographie indicative***

- Adair, P., [1985], «L'économie informelle -Figures et Discours-», éd. Anthropos, Paris.
- Althusser, L; Balibar, E., [1980], «Lire le Capital», Tomes I & II, éd. Maspero, Paris.
- Amin, S., [1971], «L'accumulation à l'échelle mondiale», éd. Anthropos, Paris.
- Arlacchi, P., [1983], «La mafia imprenditrice», éd. Il Mulino, Bologne.
- Arlacchi, P., [1988], «Droga e grande criminalità in Italia e nel mondo», éd. S. Sciascia, Rome.
- Arlacchi, P., [1992], «Gli uomini del disonore», éd. Arnoldo Mondadori, Milan.
- Arlacchi, P., [1995], « Il processo », éd. Rizzoli.
- Ascoli, U., & Alii, [1983], «Famiglia e mercato del lavoro in un'economia periferica», éd. Franco Angelli, Milan.
- Ascoli, U., (a cura di), [1984], «Welfare State all'italiana», éd. Laterza, Bari.
- Banfield, E., [1958], «The moral Basis of a Backward Society», Glencoe. (trad. it, [1976], «Le basi morali di una società arretrata», éd. Mulino, Bologne
- Barbagallo, F.[199], « Il potere della Camorra », éd Einaudi, Turin.
- Benenati, A., [1982], «Le développement inégal en Italie», éd. Economica, Paris.
- Benenati, A., [1988], «Les pavés de l'Enfer», coll. Histoire et Perspectives Méditerranéennes, éd. l'Harmattan, Paris.
- Bevilacqua, P, [1993], «Breve storia dell'Italia meridionale dall'ottocento a oggi», éd. Donzelli, Rome .
- Blok, A. [1986], «La mafia in un villaggio siciliano», éd. Einaudi, Turin.
- Boutillier, S., Uzunidis, D., [1995], « L'entrepreneur : une analyse socio-économique », Ed. Economica, Paris.
- Braudel F., [1979], «Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>o</sup>-XVIII<sup>o</sup> siècle» 3 Tomes , éd. Armand Colin, Paris
- Braudel F.,[1985], «La dynamique du capitalisme» éd. Champs-Flammarion, Paris
- Braudel, F., [1982], «Une rupture plus grave que celle des années trente», (entretien avec G. Moatti), in l'Expansion, octobre, Paris.
- Calvi, F., [1993], «L'Europe des parrains - La Mafia à l'assaut de l'Europe», éd. Grasset, Paris.
- Capecelatro, E.M. & Carlo, A., [1973], «Contro la "questione meridionale". Studio sulle origini dello sviluppo capitalistico in Italia», éd. Savelli, Roma.

- Capecelatro, E.M. & Carlo, A., [1976], «Una nuova ricostruzione storica del sottosviluppo meridionale», pp. 27-50, in (Centro di documentazione di Agrigento) «I nuovi termini della questione meridionale» éd. Savelli, Roma.
- Caracciolo, A., & Alii, [1969], «La formazione dell'Italia industriale», éd. Laterza, [1977], Rome-Bari.
- Catanzaro, R., (dir), [1979], «L'imprenditore assisto», éd. Il Mulino, Bologne.
- Catanzaro, R., [1988a], «Il delitto come impresa», éd. Liviana, Padoue.
- Catanzaro, R., [1988a], «Il governo violento del mercato. Mafia, imprese e sistema politico», pp. 177-211, in Stato e Mercato, n° 23, agosto, Bologne.
- Cazzola, F., [1992], «L'Italia del pizzo - Fenomenologia della tangente quotidiana», éd. Einaudi, Turin.
- Centorrino M., [1989], «La Mafia come impresa», pp. 45-47, in Politica ed Economia N°4 Aprile, Rome.
- Couvrat, J-F., Pless, N., [1988], «La face cachée de l'économie mondiale», éd. Hatier, Paris.
- Deaglio, E., [1993], «Raccolto Rosso. La mafia, l'Italia.», éd. Feltrinelli, Milan.
- Debouzy, M., [1972], «Le capitalisme sauvage aux Etats-Unis, 1860-1900», éd. Seuil, Paris.
- Del Monte, A. & Giannola, A., [1978], «Il Mezzogiorno nell'economia italiana», éd. Il Mulino, Bologne.
- Dockès, P., Rosier, B., [1983], «Rythmes économiques : crises et changement social une perspective historique», Coll. Economie critique, éd. La Découverte, Paris
- Dockès, P., Rosier, B., [1988], «L'histoire ambiguë - Croissance et développement en question», éd. PUF, Paris.
- Dockès, P., [1990], «Formation et transferts des paradigmes socio-techniques», in Revue française d'économie, Volume V, 4, automne 1990, pp. 29-82, Paris.
- Donolo, C. [1976], «Sulla borghesia del sottosviluppo», pp. 165-172, in (Centro di documentazione di Agrigento) «I nuovi termini della questione meridionale», éd. Savelli, Roma.
- Dorso, G., [1955], «Dittatura, classe politica e classe dirigente», éd. Einaudi, Torino.
- Falcone G., Padovani M., [1991], «Cosa Nostra», éd. Austral, Paris.
- Fanto', E., [1992], (Dir), «Mafia, 'Ndrangheta e Camorra - Dopo la legge la torre», *Actes de la commission parlementaire*, éd. Gangemi, Rome.
- Facheux, S. & Noël, N., [1990]), «Les menaces globales sur l'environnement», éd. La Découverte, Paris.

- Franchetti, L., & Sonnino, S., [1974], «Inchiesta in Sicilia», vol. I & II, éd. Vallecchi, Florence.
- Gambetta, D., [1992], «la Mafia siciliana», Einaudi, Turin.
- Ginsborg, P., [1989], «Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi - Società e politica 1943-1988», éd. Einaudi, Turin.
- Ginsborg, P., [1998], «L'Italia del tempo presente», éd. Einaudi, Turin.
- Gramsci, A., [1975c], «Quaderno 19 - Risogimento italiano», éd. Einaudi, Turin.
- Gramsci, A., [1976], «Alcuni temi della questione meridionale», in (Centro di documentazione di Agrigento) «I nuovi termini della questione meridionale», pp. 59-76, éd. Savelli, Roma.
- Gramsci, A., [1983], «Gramsci - Textes», éd. Messidor/ Editions sociales, Paris.
- Gribaudi, G., [1980], «Mediatori - Antropologia del potere democristiano nel Mezzogiorno», éd. Rosenberg & Sellier, Turin.
- Hobbes, T., [1971], «Léviathan», éd. Sirey, Paris.
- Hobsbawm, E.J., [1966], «Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne», éd. Fayard, Paris.
- Frémeaux, P., Lopez, A., [1992], «Corruption, mafia, drogue : main basse sur l'économie mondiale », Alternative Economique, n°100, sept.-oct., Paris.
- Labica, G. et Bensussan, G. (dirigé par) [1985]«Dictionnaire critique du marxisme » éd. P.U.F., Paris.
- Lupo, S. [1996] « Storia della Mafia », éd. Donzelli, Rome.
- Marx K., [1993], «Le Capital Livre I», éd. Quadrige/Presses Universitaires de France, Paris.
- Marx, K., [1980], «Manuscrits de 1857-1858. ("Grundrisse")», Tome II, éd. Sociales, Paris.
- Matard-Bonucci, M.A. [1994] « Histoire de la mafia », éd. Complexes, Bruxelles.
- Pagani, A. [1967], «La formazione dell'imprenditorialità», Franco-Angeli, Milan.
- Pezzino, P. [1999], « Les mafias », éd. Casterman-Giunti, Florence.
- Polanyi K., [1983], «La grande transformation - Aux origines politiques et économiques de notre temps», éd. Gallimard, Paris.
- Renda, F., [1970], «Funzioni e basi sociali della mafia», pp. 39-40, in «La mafia», éd. Il Mulino, Bologne.
- Renda, F., [1977], «I fasci siciliani : 1892-94», éd. Einaudi, Turin.
- Rocca, J-L., [1993], «La corruption», éd. Syros, Paris.
- Romeo, R., [1959], «Risorgimento e capitalismo» éd. Laterza, Bari.
- Rosanvallon, P., [1989], «Le libéralisme économique», éd. Seuil, Coll. Points, Paris.

- Ruggiero, V. [1996] « Economie sporche », éd. Bollati Boringhieri, Turin.
- Santino, U., La Fiura, G., [1990], «L'impresa mafiosa - Dall'Italia agli Stati Uniti», éd. F. Angeli, Milan.
- Santino, U., [1994], « La mafia come soggetto politico », éd. Centro siciliano di documentazione G. Impastato, Palermo.
- Santino, U., [1995], « La mafia interpretata : dilemmi, stereotipi, paradigmi », éd. Rubbettino, Messina.
- Santino, U., [2000], « Storia del movimento antimafia », éd. Riuniti, Rome.
- Schumpeter, J.A. [1935], «Théorie de l'évolution économique», éd. Dalloz, Paris.
- Schumpeter, J.A. [1990], «Capitalisme, socialisme et démocratie», éd. Payot, Paris.
- Sereni, E., [1966], «Capitalismo e mercato nazionale», éd. Riuniti, Rome
- Sereni, E., [1975a], «Il capitalismo nelle campagne», éd. Einaudi, Turin.
- Smith, A., [1976], «La richesse des nations», éd. Gallimard, Paris.
- Sutherland E. H., [1983], «Il crimine dei colletti bianchi», Giuffré, Milano.
- Thompson, E.P. [1988], « La formation de la classe ouvrière en Angleterre », éd. Seuil, Paris.
- Tranfaglia, N., [1992], «Mafia, politica e affari - 1943-91», éd. Laterza, Rome-Bari.
- Tranfaglia, N., [1991], «La mafia come metodo», éd. Laterza, Rome-Bari.
- Triglia, C., [1992], «Sviluppo senza autonomia», éd. Il Mulino, Bologne.
- Vercellone, C. [1996], « La théorie économique et l'impensable/introuvable, troublant modèle mafieux », pp.343-372, in « Réseaux productifs et territoires urbains » (sous la direction de M. Peraldi et E. Perrin), éd. Presses Univirsitaires du Mirail, Toulouse.
- Vercellone, C. [1995], « La crisi del Welfare-State e la mafia come modo di mobilitazione della società » pp.215-251, in Futuro Anteriore N° III-IV, Paris-Rome.
- Villari, R., [1986], «Storia contemporanea», éd. Laterza, Rome-Bari.
- Wallerstein, I., [1990], «Le capitalisme historique», éd. La découverte, Paris
- Weber, M., [1964], «L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme», éd. Plon, Paris.